



CHAPITRE 150

CHAPTER 150

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville

An Act respecting The school commissioners for the municipality of Marieville

[Sanctionnée le 18 décembre 1958]

[Assented to, the 18th of December, 1958]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville, dans le comté de Rouville, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences scolaires, dans l'intérêt des contribuables et pour la bonne administration des affaires scolaires, que les revenus soient augmentés en prélevant une taxe d'éducation et qu'ils aient plus de pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Change-
ment de
fonction
d'instituteur.

1. Nonobstant les dispositions de l'article 233 de la Loi de l'instruction publique, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville auront la faculté en tout temps, durant l'année scolaire, de changer de fonction pédagogique, de classe ou d'école, un instituteur ou une institutrice, pourvu que son traitement en soit pas réduit.

Taxe d'éducation autorisée.

2. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville, dans le comté de Rouville, peuvent, par résolution, imposer et prélever, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale n'excédant pas deux (2%) pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of Marieville, in the county of Rouville, have, by their petition, represented that their revenues are inadequate to meet the school requirements, and that it is in the interest of the ratepayers and the good administration of school affairs that their revenues be increased by levying an education tax, and that they be granted more powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Notwithstanding the provisions of section 233 of the Education Act, The school commissioners for the municipality of Marieville may, at any time, during the school year, change any teacher from any pedagogic function, class or school to another, provided that his or her salary be not reduced.

Change of
office of
teacher.

2. The school commissioners for the municipality of Marieville, in the county of Rouville, may, by resolution, impose and levy, in addition to any other tax, a special tax not to exceed two (2%) per cent, called education tax, of the same kind and in accordance with the provi-

Education
tax au-
thorized.

de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat, en détail, de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites de la municipalité scolaire de Marieville, dans le comté de Rouville.

sions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold or purchased within the limits of the school municipality of Marieville, in the county of Rouville.

Achats
hors du
territoire.

3. Toute personne résidant ordinairement dans les limites de la municipalité scolaire de Marieville, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre personne, y apporte, ou fait en sorte qu'il lui y soit livré quelque bien mobilier, pour consommation et usage par elle-même, dans les limites de ladite municipalité scolaire, doit payer auxdits commissaires d'écoles, sur le prix d'achat, une taxe n'excédant pas deux (2%) pour cent sur la consommation et l'usage dudit bien, soit une taxe équivalente à la taxe d'éducation qui eût été payable, si ce bien avait été acheté dans les limites de ladite municipalité scolaire.

3. Every person ordinarily residing within the limits of the school municipality of Marieville, or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be delivered to him there any moveable property, for consumption or use by himself, within the limits of the said school municipality, shall pay to the said school commissioners, on the purchase price, a tax not to exceed two (2%) per cent on the consumption and use of the said property, namely a tax equal to the education tax that would have been payable if such property had been purchased within the limits of the said school municipality.

Purchases
outside
territory.

Prélèvement
et
perception.

4. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions et exemptions que la taxe perçue en vertu des articles 4 et 5 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941, et ses amendements, *mutatis mutandis*.

4. The said tax shall be levied and collected, at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions as the taxes collected under sections 4 and 5 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941, and its amendments, *mutatis mutandis*.

Levy and
collection.

Conventions.

5. Les commissaires d'écoles sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

5. The school commissioners are authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agreements.

Stipulation.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments).

Stipulation.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the

Rights
trans-
ferred.

taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi, et dans le cas où le ministre des finances est ainsi autorisé, les dispositions de la section IIIa de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle qu'édictee par la loi 14 George VI, chapitre 19, s'appliqueront de la même façon que si la présente loi était une loi de revenu.

education tax and proceedings for infringement of this act, and if the Minister of Finance is so authorized, the provisions of Division IIIa of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), as enacted by the act 14 George VI, chapter 19, shall apply in the same manner as if this act were a revenue act.

Disposi-
tion ap-
plicable.

6. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles, en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

6. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*.

Provision
to apply.

Partage
du re-
venu.

7. Le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagé entre Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Marieville, dans le comté de Rouville, et les commissions scolaires ou les bureaux de syndics protestants ayant juridiction dans le territoire assujetti à ladite taxe en proportion du nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholiques romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune des corporations scolaires ci-dessus mentionnées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort.

7. The annual revenue derived from the said tax shall be shared between The school commissioners for the municipality of Marieville, in the county of Rouville, and the school boards or boards of Protestant trustees having jurisdiction in the territory subject to such tax in the proportion of the number of children of each religious denomination, Roman Catholic and Protestant, respectively, residing in the territory common to each of the school corporations above mentioned, as fixed by the census provided for in section 285 of the Education Act. In case of difference of opinion in this respect the Superintendent of Education shall decide in the last resort.

Sharing
revenue.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.